15.11.25

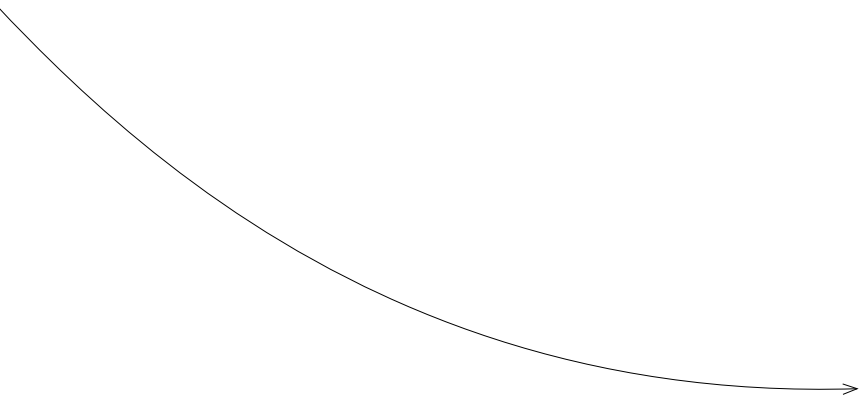
Étienne Cliquet

Jérôme Dupeyrat

Julie Martin

Lutter depuis le champ de l'art

N°0
CAMISOLE DE FRANCE



Au détour d'un documentaire sur Frantz Fanon[1], un lapsus est commis par la psychiatre, psychanalyste, essayiste, Alice Cherki, témoignant de son expérience d'interne auprès de Fanon à l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville où ce dernier prend ses fonctions en 1953. À la vingt-quatrième minute, Alice Cherki prononce ainsi l'expression « camisole de France » au lieu de « camisole de force » pour rappeler les sévices qu'infligent les psychiatres de « l'école d'Alger » aux patient·e·s de l'hôpital.

Dans le contexte actuel, cette expression traduit à nos yeux la situation de repliement mortifère que constitue l'extrême droitisation de l'Hexagone, en prise avec une forme de délire issue de son passé colonial et politique plus que problématique. « Camisole de France » nous mobilise en tant qu'artistes, intellectuel·le·s ou travailleur·euses de l'art, comme une formule adéquate pour traduire ce cauchemar, pour se fédérer et y résister collectivement.

3 Extrême droitisation en France et dans le monde

Les organisations d'extrême droite accomplissent depuis plusieurs décennies une montée en flèche qui les place actuellement en position de force lors de nombreux scrutins électoraux en France et dans de nombreux autres pays. Cette percée s'accompagne d'une extrême droitisation d'un large spectre public et d'une soumission générale de la société au cadre de pensée de l'extrême droite. Le RN, le parti politique dont l'électorat a le plus augmenté ces dernières années, le doit à toute une part de la classe politique : comme le rappelait déjà son fondateur en 2002, « je me suis normalisé puisque tout le monde parle comme moi[2] ».

La chasse aux immigré·e·s, aux minorités de genre ou sexuelles ainsi qu'aux plus pauvres, séduit désormais des individus qui, par opportunisme électoral et/ou par adhésion idéologique, consentent à adopter, voire à défendre, des idées qui étaient jusqu'ici propres à la droite la plus conservatrice et plus encore au FN/RN.

1. Mehdi Lallaoui (réal.), *Sur les traces de Frantz Fanon,* Mémoire vive production, France, 2021, 100 minutes.

2. Jean-Marie Le Pen, France inter, 16 avril 2002.

Dorénavant, son discours dégueule dans la presse et les médias, au sein des syndicats de police, dans les débats politiques, et produit des effets concrets dans les urnes aussi bien que sur la politique gouvernementale, comme en témoignent les politiques migratoires récentes, la doctrine actuelle du « maintien de l'ordre », la politique coloniale en Nouvelle-Calédonie ou encore les propos du président de la République sur la natalité.

Les thèmes xénophobes et le délire autour d'un choc des civilisations ont explosé à la télévision dans les années 2010, en particulier grâce à l'emprise médiatique du milliardaire Vincent Bolloré, dont la fortune s'est faite en toute impunité sur le dos des actifs de l'État. Avant cela, la généralisation d'Internet a facilité la démultiplication des fachos qui en ont fait de longue date non seulement leur repaire, mais aussi un outil pour remporter « la bataille culturelle ». Le FN a été le premier parti politique à ouvrir son site Internet en 1996. Véritable caisse de résonance, les réseaux sociaux et leurs algorithmes avides de données amplifient des récits haineux déconnectés du réel. Tout à son aise, la fachosphère recrute allègrement à coups de mèmes, d'influenceurs et d'influenceuses, prônant une violence décomplexée, en comptant sur la complicité de certains géants de la tech comme Elon Musk. Les conséquences sont démentielles : le vote RN perce dans les endroits où l'immigration est la plus faible et la notion de « grand remplacement » fait mouche alors qu'elle n'est qu'un grand enfumage ne reposant sur aucun fondement démographique.

Parti historique de l'idéologie d'extrême droite, le RN/FN fait de plus comme s'il s'était débarrassé de ses oripeaux antisémites et racistes en se livrant à un savant camouflage de son discours, pour se normaliser dans l'arène électorale.

La haine des musulmans a remplacé la haine des juifs sous couvert de laïcité, mais participe de la même mécanique paranoïaque. Inventer un signe distinctif — hier le nez crochu du juif, aujourd'hui le voile — permet de nourrir la peur complotiste d'un lien secret entre un ennemi intérieur (la femme voilée par son mari, mutuellement « non assimilables ») et un ennemi extérieur (le terrorisme islamique). Un fait-divers ou un attentat devient alors l'étincelle parfaite pour amalgamer une communauté entière avec de dangereux criminels et dresser les foules contre elle.

Aujourd'hui, l'extrême droite prend soin de choisir un stigmate qui prend la forme d'une différence culturelle plutôt que d'une supposée caractéristique physique et biologique, pour éviter d'être traînée devant la justice tout en produisant les mêmes exclusions et rejets violents. Il s'agit par là de donner une ampleur publique à des idées racistes sous les traits nobles d'une guerre des civilisations de nature soi-disant spirituelle.

Un tel processus de camouflage est en réalité ancien. Le fascisme ne discontinue pas depuis son émergence historique, et n'a pas disparu à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Avec l'émergence d'un espace de plus en plus européen, différents groupes fascistes en Europe vont se reconfigurer peu à peu en réseau. Dès 1946 en Italie, le parti d'inspiration fasciste Movimento sociale italiano (MSI) remporte des élections locales et noue un lien étroit avec les militant·e·s d'extrême droite en France, qui permettra dans les années 1960 à plusieurs membres de l'OAS de se réfugier en Italie. Puis à travers le mouvement Ordre nouveau et la Nouvelle droite à partir de 1969, des intellectuels français comme Alain de Benoist vont œuvrer à ramener peu à peu les idées fascistes sous l'apparence de la respectabilité bourgeoise. La défense de valeurs traditionnelles éculées et banales comme la famille, le travail et la patrie, martelée avec un zèle pathologique pour la norme, parvient peu à peu à imposer le récit d'un choc des civilisations. En écartant son propre père du FN et en fondant le RN, Marine Le Pen accélère et parachève cette mue.

Faute d'avoir su créer un espace politique démocratique, l'Europe trouve dorénavant sa dynamique dans la recherche d'une identité blanche et chrétienne. Ces obsessions identitaires — tendance catho, libérale ou les deux — sont portées pas des milliardaires comme Pierre-Édouard Sterin, Charles Beigbeder, Vincent Bolloré, ici mais aussi ailleurs, par le biais notamment du réseau international libertarien et ultraconservateur Atlas. Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle fonctionne à l'échelle mondiale avec une multiplicité de figures monstrueuses de l'extrême droite. Le fascisme constitue une tendance du capitalisme néo-libéral. Tragiquement, c'est du côté de ces extrêmes droites, pourtant nationalistes, que l'internationalisme est aujourd'hui le plus visible et le plus efficient, dépouillé de tout potentiel émancipateur.

De surcroît, dans sa vaste entreprise de normalisation, le RN et ces différents mouvements d'extrême droite dans le monde entreprennent de capter des idées progressistes et de les dévoyer. Ainsi voit-on l'écologie venir teinter certains courants identitaires et nationalistes sous le prisme d'une nature essentialisée ; ainsi voit-on des groupuscules identitaires tels que Némésis revendiquer une pensée féministe pour développer des propos racistes, anti-immigration et transphobes ; ainsi voit-on le RN, un parti politique héritier du FN cocréé par un ancien SS et dont l'histoire s'est bâtie sur le négationnisme, l'antisémitisme et l'héritage de Vichy, participer à grand renfort médiatique à une marche contre l'antisémitisme. La confusion est d'autant plus efficiente que l'antisémitisme n'est pas, il est vrai, l'apanage de la seule extrême droite, mais un phénomène qui traverse l'ensemble de la société. Si un antisémitisme profondément ancré dans l'histoire est bien un des signes caractéristiques de l'extrême droite, une partie de la gauche tend aussi à minimiser cet antisémitisme ou à s'y fourvoyer par un anti-capitalisme fétichisé ou tronqué, qui réduit le capitalisme à la finance et associe cette dernière aux juifs en vertu d'un stéréotype à la peau dure.

À cela s'ajoute un anticolonialisme dévoyé, confondant l'ensemble des juifs avec l'État d'Israël et celles et ceux qui adhèrent à ses crimes ou les tolèrent, parmi sa population ou ailleurs dans le monde. La colonisation et la guerre d'Israël contre la Palestine ne doivent pas occulter que l'islamophobie et l'antisémitisme sont des mouvements de haine qui se nourrissent l'un l'autre[3] et qui constituent deux phénomènes à penser ensemble et à rejeter tous deux catégoriquement.

3. Cf. Reza Zia-Ebrahimi, *Antisémitisme et islamophobie, une histoire croisée,* Paris, éd. Amsterdam, 2021.

Tournant autoritaire et répressif de l'État français

De l'extrême droitisation de la politique découle un tournant autoritaire et répressif de l'État qui écorne les exigences démocratiques, les exceptions devenant peu à peu la règle. Rejet de la conflictualité sociale, rejet des corps intermédiaires et du débat démocratique, rejet même du résultat des élections…, justice à double vitesse — punitive pour les pauvres et les immigrés et permissive pour l'évasion fiscale et les délits en cols blancs —, uniformisation des médias, contrôle des militant·e·s, mise au pas des chercheur·euses, deviennent la norme. L'armée, la police nationale et la gendarmerie sont largement acquises aux idées et aux méthodes de l'extrême droite comme en témoigne par exemple l'appel à la restauration martiale de l'ordre public lancé le 21 avril 2021 dans *Valeurs actuelles*[4] par des anciens généraux et des réservistes de l'armée française. Plus récemment, l'ancien directeur de Frontex et normalien, Fabrice Leggeri, s'est rallié au RN pour les élections européennes de 2024.

Toute tentative d'auto-défense et de refus de l'oppression est réprimée par une violence accrue avec la complicité des médias hégémoniques au nom d'une « violence légitime », assumant une asymétrie grossière. La défense de la propriété privée, surtout lorsqu'elle bénéficie aux plus riches, justifie la brutalité de l'État contre la population, à travers la police. Ainsi s'est installée la rengaine qui consiste à considérer comme équivalentes des destructions matérielles et des vies ôtées ou mutilées par les forces de l'ordre. Lors des soulèvements dans les villes comme dans les campagnes, des vitrines de banques, d'agences immobilières, d'assurances, de grandes chaînes de l'industrie vestimentaire, des panneaux publicitaires mais aussi des méga-bassines ou des installations écocides sont vandalisées parce que le sabotage d'infrastructures qui détruisent des vies ou

4. Jean-Pierre Fabre-Bernadac, « Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants : 20 généraux appellent Macron à défendre le patriotisme », *Valeurs actuelles,* 21 avril 2021, en ligne sur <https://www.valeursactuelles.com/politique/pour-un-retour-de-lhonneur-de-nos-gouvernants-20-generaux-appellent-macron-a-defendre-le-patriotisme>, consulté le 2 juillet 2024.

y contribuent apparaît comme une tactique face au déni d'une société à bout de souffle et d'un monde en surchauffe. Loin d'être irrationnelles ou hasardeuses, ces destructions sont causées par ceux et celles qui se révoltent contre les tâches éreintantes, une précarité grandissante, des manquements aux besoins les plus élémentaires mais aussi un assujettissement raciste et sexiste au sein d'une société de classes qui provoque une insécurité permanente. D'un côté, des conséquences matérielles réparables dans un monde à changer, et de l'autre, des conséquences humaines irréparables avec lesquelles les familles des victimes auront à se débrouiller.

« Crime against property is relatively unimportant »

Jenny Holzer, *Truisms,* 1977-1979

Des vies qui ne comptent pas

Dans ce climat politique d'extrême droite, il apparaît qu'il y a des vies qui comptent et des vies en trop, coupables du malheur des autres, des bouc-émissaires dont la liste s'allongent : les femmes, les minorités de genre, les étrangers, les personnes issues de l'immigration ou supposées l'être, les prolétaires et les personnes précaires. Au bout du compte, c'est la majorité de la population, celle qui fait tourner le pays, qui est visée par une répression violente.

Le long mouvement d'émancipation des femmes, qui a connu une nouvelle étape avec le phénomène #metoo, n'a cessé de rencontrer des réactions masculinistes et conservatrices, et ce jusqu'au plus haut niveau de l'État, dont nombre de ministres sont accusés de violences sexuelles, et dont le Président lui-même pense pertinent de venir en aide à un Depardieu agresseur démasqué. Face à la possibilité d'une émancipation réelle des femmes et des minorités de genre, le *backlash* est redoutable.

D'autre part, l'existence d'un racisme d'État à la française[5] n'est plus à démontrer : à tous les niveaux de la vie, qu'il s'agisse de l'accès à l'éducation, au soin, au logement, au travail, de nombreuses discriminations limitent les vies des personnes racisées. La notion de laïcité s'est développée non plus comme un rempart à la partialité de l'État, mais comme un outil d'islamophobie pour criminaliser ou infantiliser, en particulier les femmes musulmanes qui subissent une double domination raciste et sexiste.

Dans un contexte tel que celui-ci, l'adoption de la loi « Asile et immigration » en janvier 2024 apparaît comme une formalité, alors qu'elle remet en cause l'édifice démocratique de notre pays. Enfin, l'électorat RN, croyant ne rien avoir à se reprocher, ne se doute pas que la violence d'un gouvernement d'extrême droite se retournera probablement contre lui, économiquement et physiquement.

Face à cela, une grande partie de la gauche politique apparaît incapable d'agir au-delà des positions morales de principe, notamment en raison de son incapacité à penser de façon critique notre héritage colonial et à mener une politique véritablement émancipatrice, au profit de la majorité de la population.

Haine de l'autre = haine de la pensée

La haine de l'autre a toujours pour corollaire la haine de l'intellectualisation. Elle se manifeste à travers un rejet de la pensée dans sa dimension abstraite et complexe d'analyse des faits. L'étranger venu d'ailleurs, abstrait de son pays d'origine, constitue un défi pour la pensée et une menace pour quiconque baigne dans le fantasme d'une communauté politique homogène et organique. Sous la pression du chômage et de la précarité, l'étranger dérange. Si l'étranger ne parle pas notre langue, la doxa le réduira à un « barbare », sans-papiers, donc exploitable. S'il vit parmi nous, la doxa lui collera l'étiquette de « métèque » avant de le ficher pour

5. « Racisme d'en haut » : une expression parlante de Jacques Rancière qui permet de viser le racisme d'État sans inclure dans le même bain les fonctionnaires.

mieux le suspecter et l'exploiter. Dans une société sécuritaire comme la nôtre, un fait-divers suffit pour galvaniser une population contre un groupe minoritaire, peu importe les amalgames les plus grossiers. L'extrême droite a besoin d'un étranger pour se penser en tant que peuple pur, c'est-à-dire un « nous » suffisant et idiot contre un « eux » dont il faut se débarrasser. Bertold Brecht, dans son éloge du communisme, décrit ce dernier comme une chose simple et raisonnable, mais difficile à faire. Le populisme, au contraire, est facile à faire, mais insensé.

Haine de l'art contemporain

Dans le sillage de cette haine de la pensée, s'établit aujourd'hui une haine de l'art contemporain. Déjà en France, dans les années 2000, un courant conservateur et réactionnaire, à travers certains détracteurs de renom comme Jean Clair et Jean Baudrillard, a tiré à boulets rouges contre l'art contemporain dans les colonnes du journal *Libération* ou encore dans celles de la revue d'extrême droite *Krisis*.

Une haine primitive de l'art contemporain se retrouve dorénavant à droite comme à gauche : appelons-la « haine de l'art contemporain tout terrain ». Elle repose sur une réduction de l'art à la marchandise, au spectacle et au simulacre, émanant notamment de Jean Baudrillard, mais aussi de certains héritiers des situationnistes. Ces derniers cantonnent leur analyse à des figures médiatiques comme Jeff Koons et Damien Hirst et, bizarrement, les autres arts comme la littérature, la musique, le théâtre sont exemptés de ce diagnostic, comme si les spectacles, les livres et les concerts n'étaient pas des marchandises.

L'art contemporain est aussi jugé élitiste à contrario du reste des arts, argument qui contribue notamment au succès d'un street-art conformiste auprès d'élus de tout bord et du marché, les salles de vente les plus renommées en tête. Sous couvert de démocratisation de l'art, la logique du marché prévaut dans la tête des politiques de gauche comme de droite : satisfaire les goûts du citoyen considéré comme un consommateur de biens culturels et pour cela demander aux artistes de « ré-enchanter la ville », comme ils disent. En réalité, la rue est surtout pleine de ce que les gens ne veulent pas voir : la violence des inégalités, la misère, la pollution, un condensé des conséquences du capitalisme. Ce constat façonne

de nombreuses œuvres, y compris dans les collections des musées, irritant le public en retour[6]. Une autre attaque récurrente contre l'art contemporain, venant spécifiquement de la gauche, fait de l'artiste un modèle abouti de l'entrepreneur ultra-libéral[7]. Vu sous l'angle de son statut, l'artiste est effectivement soumis à un fonctionnement juridique et social qui relève de l'entreprise individuelle. Mais s'il faut s'en remettre à ses conditions matérielles, signalons au passage que plus de 60% des artistes en France vivent en-deçà du seuil de pauvreté.

Toutes ces visions se rejoignent dans l'affirmation que l'art contemporain serait devenu le suppôt du capitalisme. C'est là confondre le fait qu'il serait fondamentalement capitaliste par adhésion idéologique, et le fait qu'il est en proie au capitalisme, comme tous les aspects de notre vie — différence dont la négation est bien commode et n'aide pas vraiment à avancer politiquement.

Le plus grave n'est peut-être pas que cette haine de l'art contemporain « de gauche » se fourvoie vis-à-vis d'une part importante de l'art contemporain, qui recouvre des pratiques diverses et antagonistes, mais le fait qu'en refusant la pensée complexe et en se complaisant dans une vision fétichisée et tronquée du capitalisme, elle contribue à paver la voie à une haine généralisée de la pensée, qui tend à infuser la société, et dont l'extrême droite est la plus à même de tirer profit.

11

L'extrême droite et l'art

Sous un régime d'extrême droite, il faut évidemment s'attendre à la censure et à un jeu de massacre des financements publics — déjà à l'œuvre dans la politique de l'État et de nombreuses collectivités en France. Dans différents pays d'Europe ayant porté l'extrême droite au pouvoir, cela s'exprime plus brutalement encore : ici en Slovaquie, où la ministre de la culture Martina Šimkovičová

6. Voir Boris Groys, « Entretien avec Carlos Egaña : Art Should Show Things People Do Not Want to See », Jacobin, 7 novembre 2022, en ligne sur <https://jacobin.com/2022/07/boris-groys-art-internet-memes-soviet-union>, consulté le 12/09/2025.

7. Pour une critique de cette approche, cf. Laurent Buffet, *Captation et subversion, L'art à l'épreuve du capitalisme tardif,* Dijon, Les Presses du réel, 2023.

(membre du parti ultra-nationaliste SNS) est partie en croisade contre les artistes et une soi-disant « idéologie LGBT » ; là en Italie, où Giorgia Meloni traîne devant les tribunaux les intellectuels trop critiques à son égard ; ou bien encore en Finlande, Suède, Pays-Bas et Hongrie, où des dirigeants post-fascistes amalgament l'art avec un hobby de gauche pour une élite. Simultanément, en Argentine, Javier Milei brandit une tronçonneuse en menaçant de fermeture simultanément le Fonds National des Arts, l'Institut national du cinéma et des arts audiovisuels et l'Institut National du théâtre.

En dépit de ces coupes budgétaires ciblant le secteur culturel, l'extrême droite a également un projet pour l'art, comme naguère. Elle ne coupe pas seulement les têtes. Elle les remplace. Sous le Troisième Reich, les nazis n'ont pas seulement systématisé la spoliation des œuvres dans toute l'Europe et la destruction des œuvres d'avant-garde présentes dans les collections des musées allemands. Le national socialisme a aussi eu un projet artistique à part entière — réactionnaire et kitsch. Fondé sur la croyance idéalisée de formes ancestrales d'art qui se confondraient avec la vie, l'art allemand sous le troisième Reich s'est pensé comme l'œuvre d'un peuple d'essence supérieure, porté par le Führer dépeint lui-même comme un artiste modelant le peuple.

L'histoire de l'art fasciste ne s'arrête pas là. Depuis les années 1970, l'extrême droite italienne voue un culte adolescent au *Seigneur des anneaux* de J.R.R. Tolkien, envisagé comme un véritable programme culturel exaltant les racines chrétiennes de la culture italienne, peuplée d'elfes, de magiciens, de hobbits dans une ambiance Heroic Fantasy. Ainsi, à l'initiative de Giorgia Meloni, une grande exposition consacrée à l'auteur s'est ouverte en novembre 2023 à la Galerie nationale d'art moderne et contemporain de Rome, selon une grille d'interprétation dévoyée par les fantasmes néofascistes[8]. Encore plus proche de nous, la mairie de Perpignan, sous pavillon RN avec Louis Aliot, promeut quant à elle un révisionnisme historique avec une exposition de photographies du cercle algérianiste de Perpignan, où le FLN est comparé au Hamas.

Que vont faire les artistes en cas d'arrivée au pouvoir du RN en France en 2027 ou plus tard ? Ils vont déguster sans aucun doute. Inutile de se leurrer non plus : se trouvent ça et là des artistes

8. « Tolkien. Homme, professeur, auteur », exposition à la Galerie nationale d'art moderne (GNAM), Rome, novembre 2023 - février 2024.

prêts à faire un pas ou deux vers l'extrême droite, des courtisans et parfois même des promoteurs de l'art le plus réactionnaire, capables d'esthétiser les dominations, y compris avec un langage formel contemporain, comme les futuristes italiens ralliaient le Duce en esthétisant les armes du progrès.

Malgré tout, encore fragile, existe ça et là une critique progressiste de l'art, inhérente au champ lui-même, capable de raconter ce qui se passe sur le terrain. Ainsi en 2019, le site Documentations.art a su déceler le fond idéologique réactionnaire du collectif Southway studio, invité dans plusieurs institutions du sud de la France, poussant ces dernières à se manifester[9]. Ainsi existe-t-il une critique anticapitaliste des conditions d'activité de l'art (avec le collectif La Buse ou des syndicats tels que le Snap-CGT et le STAA-CNT-SO par exemple) qui ne conduit pas à conspuer l'art contemporain comme capitaliste par essence, mais qui ouvre un front de lutte pour redéfinir les conditions sociales des artistes et repenser leur statut en tant que sujets politiques.

13 Lutter depuis nos places

Ce qui nous mobilise dans la situation actuelle n'est pas une théorie unique, contre le nationalisme, l'extrême droite ou le fascisme, au sein de laquelle nous serions installé·s et uni·s. En s'intéressant avant tout à la singularité d'œuvres et à des artistes, CAMISOLE DE FRANCE tente de traverser cette époque mortifère en se frayant un chemin susceptible de bouleverser l'asphyxie imposée par la fascisation ambiante. Selon cette perspective, CAMISOLE DE FRANCE rend compte d'une conflictualité à même l'art, traversée par les événements politiques en tâchant de regarder la situation en face et d'en prendre acte.

Il nous revient en tant qu'artistes et théoricien·ne·s de ne pas jouer un rôle pacificateur. La CAMISOLE DE FRANCE est aussi celle d'un milieu de l'art qui entretient souvent un rapport superficiel aux œuvres dont le propos est pourtant manifeste sur le

9. « Pourquoi s'indigner contre les idées véhiculées par South way Studio », Documentations.art, 30 août 2029, en ligne sur <https://documentations.art/pourquoi-sindigner-contre-les-idees-vehiculees-par-south-way-studio/>, consulté le 5 septembre 2024.

plan politique : John Heartfield et ses couvertures de propagande pour le journal ouvrier *AIZ*, Wladislaw Streminski et ses dessins de la série *Déportations*, Philip Guston et ses tableaux ironisant sur le Ku Klux Klan, Adrian Piper et ses *Calling cards* pointant les comportements racistes et sexistes de ses interlocuteurs, Dennis Adams, Marwa Arsanios et Kader Attia, et leur travail sur le passé colonial français, Fred Wilson et son archéologie de l'esclavage dans les musées états-uniens, les Femens et bien d'autres. Tout en rendant leurs démarches visibles, les institutions n'en font bien souvent qu'un alibi moral, suscitant au mieux une réaction soupape de la part du public, sans en tirer de conséquences qui les impliqueraient en tant qu'acteurs politiques à part entière.

De plus, en France particulièrement, l'implicite reste largement valorisé dans l'art aujourd'hui. Attenant à une sensibilité bourgeoise, ce rapport à l'art donne une place prépondérante à une interprétation cotonneuse des œuvres. Si un goût pour la contemplation et la rêverie façonnent indéniablement notre rapport à l'art depuis le XIX^e^ siècle et contribue entre autres à nous désaliéner du travail, sa version contemporaine est surtout conservatrice dans le contexte actuel. Délibérément, la mention « explicite » entache d'obscénité et de vulgarité les travaux qui s'y rattachent. Est obscène ce qui sort de la scène bruyamment et dérange au fond le confortable abus de formalisme.

Le trop explicite fonctionne également comme une excuse pour ne pas regarder ce qui nous fait violence. Il est commode de dissimuler la violence du réel, de fermer les yeux sur celle-ci, en la confondant avec celle que produiraient les représentations. Quant à l'art didactique, c'est tout simplement une insulte dans les cercles d'esthètes qui cultivent un amour prononcé pour le silence vaporeux, fuyant la clarté.

Aujourd'hui, l'extrême droite ne chuchote pas, mais vocifère les affects tristes en s'agitant partout où il y a foule et où il y a flux : la rue, les médias traditionnels, Internet et au-delà. Flux logistiques capitalistes et reflux réactionnaires traversent tous les espaces sans discontinuer. Il n'y a pas de réponse claire et toute faite à cette violence ni de moyens artistiques qui prévalent. Mais en nous exhortant les uns et les autres à être plus explicites politiquement, à ne pas craindre de dire et de montrer ce que l'on veut réellement dire et montrer, nous affirmons qu'il est temps

d'y aller franchement. Contre le délire de l'extrême droite et les imaginaires sur lesquels il féconde, l'art a un rôle à jouer car il peut opposer des contre-visualités[10], des contre-récits, des imaginaires autres. Il peut le faire selon des approches tactiques plurielles, de façon éclatante ou au contraire subrepticement, et dans des espaces divers : ceux spécifiquement dévolus à l'art aussi bien que l'espace public ou les réseaux sociaux. Mais encore faut-il que ses manifestations tiennent le choc face à l'omniprésence et à l'expression sans détour des discours qu'il s'agit de combattre. Ne pas se confronter à cette difficulté — au risque de l'erreur — c'est d'emblée s'avouer vaincu·e·s.

CAMISOLE DE FRANCE [11] est un appel aux artistes, aux critiques d'art et aux intellectuel·le·s à œuvrer contre le nationalisme, le racisme, le fascisme et ses causes profondes. Cela nécessite de s'outiller intellectuellement et pratiquement, en favorisant les rencontres entre des acteur·ice·s multiples, susceptibles de s'organiser, de s'allier, ou même simplement d'enrichir leurs expériences à partir de leurs places respectives. Pour contribuer à une telle dynamique, nous proposons un séminaire qui se déroulera dans des contextes aussi bien académiques, qu'artistiques et militants. Régulièrement, à partir de l'expérience et de la pensée d'une œuvre d'art ou d'une création visuelle, un·e invité·e se proposera de se confronter à la plaie réactionnaire ou fasciste et de réfléchir collectivement aux moyens de l'affronter. Chaque séminaire donnera lieu à une édition publiée par les éditions Lorelei sous une forme simple, rapide, économique, imprimable ou téléchargeable. Ces couplets séminaire-édition sont voués à faire l'objet d'une édition plus conséquente dans un second temps.

10. Cf. Sara Alonso Gómez et Julie Martin, *Contre-visualités, écarts tactiques dans l'art contemporain,* Toulouse, éd. Lorelei, 2023.

11. CAMISOLE DE FRANCE, une proposition d'Étienne Cliquet, Jérôme Dupeyrat et Julie Martin, avec Marwa Arsanios, Louisa Babari, Étienne Cliquet, Émilie Goudal, Hamid Smaha et al., à Trois_a, Blauer Montage, IPN, La Cave Poésie et Lieu-commun, Toulouse, avril-novembre 2022. Voir www.camisoledefrance.net. Le titre de ce cycle de programmation reprend le titre d'une œuvre d'Étienne Cliquet (Camisole de France, 2022, sculpture et sérigraphie sur tissu, dimensions variables).

Par ce biais, nous voulons être présent[e]s aujourd'hui et demain, depuis le champ de l'art, pour qu'à tous les niveaux de la vie politique — c'est-à-dire : pas seulement électorale —, nos horizons ne soient ni l'extrême droite, ni un soi-disant barrage consistant à accepter la droite et l'extrême centre.